

Les Allobroges *Savoyards*

Bimensuel départemental du PCF - N°1111-mardi 19 mars 2024 - 1.50€

Editorial

Gagner la paix, une nécessité majeure !

Les 15 et 16 mars, à Chambéry, pour la 26^{ème} fois, les étudiants étrangers inscrits à l'Université Savoie Mont Blanc ont présenté au public savoyard leur pays, leur culture et leurs traditions au travers de diverses animations, lors d'un « *salon interculturel* » animé et festif. Coorganisé par la ville de Chambéry et l'Université, l'évènement a accueilli près de 5 000 participants dans un esprit de partage et de dialogue, ô combien positif en cette période où le discours martial et guerrier s'impose au plus haut niveau de notre pays. Un temps fort du salon a été la parade des drapeaux au stade et en ville, parade fraternelle sur laquelle flottait symboliquement le drapeau afghan. Ce « *tour du monde* » de la diversité est une très belle initiative dont Emmanuel Macron devrait s'inspirer. Malheureusement, il n'en est rien.

En effet, le président français a réitéré ses propos concernant « *l'envoi de troupes au sol en Ukraine* », disant : « *Peut-être qu'à un moment donné, il faudra avoir des opérations sur le terrain, quelles qu'elles soient, pour contrer les forces russes* ». Notons que, dans le même temps, Emmanuel Macron n'envisage pas de proposer à l'Europe de rompre son partenariat privilégié avec Israël. C'est le règne « *assumé* » du « *deux poids, deux mesures* ».

Cette fuite en avant guerrière est porteuse de risques terribles et ne concourt pas à trouver des solutions aux conflits. On commence par fournir des armes, on envoie ensuite des soldats sur le terrain, et on termine par la 3^{ème} guerre mondiale ? Au débat tenu au Manège, à Chambéry, les communistes Fabien Roussel et Léon Deffontaines ont proposé une toute autre démarche. Pour eux, il faut tout faire pour privilégier une solution négociée au conflit. L'armée russe doit quitter le territoire ukrainien, et cela peut se faire de façon pacifique en appelant tous les pays du monde opposés à la guerre (*et ils sont majoritaires*) à faire pression sur le criminel Poutine pour qu'il accepte la négociation, en appelant à un accord entre l'OTAN et la Russie sur le respect des frontières, en facilitant la signature



de tous à un traité de désarmement nucléaire, en exigeant de la commission européenne une politique de règlement pacifique des conflits partout dans le monde.

Des militants communistes savoyards se sont adressés aux parlementaires du département pour leur demander de refuser le traité guerrier voulu par Emmanuel Macron entre la France et l'Ukraine. Hormis Jean-François Coulomme (LFI), aucun parlementaire ne leur a répondu ! La lettre des Savoyards communistes disait : « *Cet accord ferait de la France un cobelligérant et entraînerait notre pays dans une escalade guerrière qui pourrait amener toute l'Europe dans un conflit aux conséquences incalculables entre puissances nucléaires* ». Comment nos élus départementaux font-ils pour ne pas mesurer la gravité de la situation ?

Personne n'excuse la guerre déclenchée par Vladimir Poutine. Mais il faut sortir de cette horreur, avec son terrible lot de morts, de défigurés, d'amputés. Il faut en sortir par la négociation, même si c'est difficile, même si ça paraît impossible, plutôt que d'aggraver les affrontements, les maisons détruites, les civils affolés, les gamins assassinés. Il faut en sortir, et ce n'est pas d'ajouter de la guerre à la guerre qui le permettra. Youri Gagarine disait : « *En regardant la terre de loin, vous réalisez qu'elle est trop petite pour qu'il y ait un conflit, et juste assez grande pour une coopération* ». Sages paroles.

Alain Dupenloup

Samedi 4 mai, à 11 h, à La Bâthie

(Salle polyvalente)

réunion publique avec

Marc Dorel, candidat aux élections européennes

sur la liste de rassemblement de la gauche

conduite par **Léon Deffontaines, «Changeonsd'Europe!»**

présentera les objectifs politiques et sociaux de cette liste.

Cette initiative publique importante menée dans le cadre des futures élections européennes sera un moment fort de la fête de La Liberté et du bal du Muguet organisés par les communistes d'Arlysière.

Pour la partie variétés, la fête et le bal seront animés par l'orchestre « *Duo Musette Live* » jusqu'à 18h.

A 12h30, un repas sera proposé pour 25 euros. Réservations au 04 79 32 60 77 ou au 06 11 67 82 73.

Carnet de deuil

La maman de notre camarade Sylviane Floret, Emilienne, est décédée à l'âge de 96 ans. Nous présentons toutes nos condoléances à Sylviane, une militante engagée, fidèle, dont la contribution à la réflexion et à l'action politiques est appréciée de tous, qui occupe des responsabilités à la fédération et dans sa section du PCF.

BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom..... ✂

Adresse

Code postal.....Ville.....

Email:

30 euros

Soutien à partir de 40 euros

à renvoyer avec le règlement à :
Les Allobroges Savoyards, 326 avenue
Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.

Abonnement

Réabonnement

Date

Sommaire

P 1: Editorial.

P 3: La Léchère: réflexions sur le projet de reprise de FerroPem

P 4: Région Auvergne-Rhône-Alpes.

-Albertville: prévisions budgétaires

P 5: Stations de ski: Alexandre Maulin répond

- Initiatives et prises de positions pour Gaza

P 6: Savoie: végétalisation des surfaces

- Les brèves

P 7: Savoie: Emploi, chômage, interim...

P 8: Allos sports

-Billet d'humeur

LES ALLOBROGES SAVOYARDS

Bimensuel départemental du PCF
326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry

Directeur de la publication :

Alain Dupenloup

Commission paritaire 0225 P 11348

Tél. 09 80 90 06 19

Rédaction: lesallobroges73@gmail.com

Imprimé par nos soins

La Léchère

Réflexions sur le projet de reprise de FerroPem par Ugi'Ring.

L'usine FerroPem n'aurait jamais dû fermer !

L'usine FerroPem de La Léchère était spécialisée dans le silicium. Sa fermeture a entraîné la suppression de plus de 200 emplois au savoir-faire important, et l'importation de tonnes de silicium, à un prix bien supérieur à celui de Château-Feuillet. L'emploi et l'indépendance nationale en ont pâti. Le Parti communiste français était intervenu auprès du député de la circonscription en lui demandant de proposer à l'Assemblée nationale la nationalisation temporaire du site, le temps de trouver un repreneur pérennisant son activité silicium. Pourquoi le député Vincent Rolland ne l'a-t-il pas fait ? Par dogmatisme libéral ? Bref, cette usine, qui n'aurait jamais dû fermer, est à l'arrêt.

Une centaine de salariés contestent aujourd'hui leur licenciement devant les prud'hommes, estimant être victimes d'un licenciement abusif. En effet, l'argument de la direction selon lequel l'usine était en difficulté économique s'est avéré mensonger. Comment les élus du département ont-ils fait pour ne pas le savoir ? On peut s'interroger.

La proposition d'Ugi'Ring est l'objet de débats.

En proposant d'utiliser le site de Château-Feuillet pour recycler des ferro-alliages et des piles, la filiale d'Ugitech, Ugi'Ring, a entraîné de fortes oppositions. Le fait que son activité soit classée Seveso seuil haut (*du fait de risques liés au stockage*) fait question, d'autant qu'il y a un habitat non négligeable et de multiples services rendus aux habitants autour du site.

Les positions des uns et des autres sont souvent tranchées. Pour certains, l'eau utilisée sera en circuit fermé, pour d'autres, la nappe phréatique sera touchée. Pour certains, les cheminées rejettent des polluants, pour d'autres, des filtres à manches devraient l'éviter. Il faut donc faire la clarté. Pour leur part, les syndicats CGT et CFDT de l'usine voisine Tokai Cobex (ex Carbone Savoie) pensent que l'avenir de leur usine est « *lié au projet Ugi'Ring* ». Cela mérite discussion.

Le député Vincent Rolland affirme, lui, qu'il y avait une cinquantaine d'autres projets que celui d'Ugi'Ring. Pourquoi ne les fait-il pas connaître ?

D'autant que l'idée d'une économie circulaire recyclant les déchets est positive. Les relocalisations sont à impulser, mais pas à n'importe quel prix. Développer une reprise industrielle sans nuire à l'écologie et à la vie des habitants est un enjeu impliquant de prendre son temps avant de décider, quelle que



soit la décision. L'enquête publique, trop rapide, n'allait pas dans ce sens, et, du coup, sous la pression, elle est prolongée.

Car, si le nombre des emplois créés est à prendre en compte, il faut les lier aux buts poursuivis, dans l'idée d'emplois définitifs, bien formés, bien payés. On ne crée pas de l'emploi pour créer de l'emploi, mais en fonction des buts affirmés, discutés, acceptés. Et les changements prévisibles d'affectations donnent tout son poids à la proposition du PCF d'une sécurité emploi formation.

Il y a des incontournables.

Si Ugi'Ring s'installe à Château-Feuillet, le transport des matières premières et des produits semi-finis par camions est incompréhensible ! Le transport par trains (*la voie ferrée entre dans l'usine !*) d'Ugine à Château-Feuillet est une nécessité écologique. Emploi, indépendance nationale, écologie, ne sont pas à opposer. D'autre part, le contrôle citoyen, syndical et médical des investissements et du fonctionnement des entreprises est indispensable pour respecter l'humain. On doit savoir où irait la subvention d'Etat de 30 millions donnée au projet.

La méfiance populaire a des racines profondes.

Les gens n'ont plus confiance dans la parole « officielle » et on les comprend : la direction de FerroPem a menti sur la situation réelle de l'usine, le gouvernement a diminué le rôle des comités hygiène et sécurité alors qu'il aurait fallu le renforcer, les citoyens savent que la loi du taux de profit maximum (*fondement du capitalisme*) ne s'embarrasse pas de considérations écologiques. Le ministre des finances Bruno Le Maire vient de demander à l'Union européenne de n'appliquer « *le devoir de vigilance des entreprises* » sur le respect du droit du travail qu'aux entreprises de plus de 5 000 salariés, alors qu'elle aurait dû s'appliquer à celles d'au moins 500 salariés ! Comment faire confiance à tous ces « *décideurs* » ? Nous avons besoin de clarté, de transparence et de contrôle social, c'est un impératif.

Alain Dupenloup

Albertville

Prévisions budgétaires : questions, réflexions.

Le conseil municipal d'Albertville de début mars a été, comme à l'ordinaire, consacré au débat d'orientation budgétaire. Près de 8 millions d'euros sont prévus pour les investissements en 2024, notamment en raison de l'important chantier de l'école du Val des Roses (2,862 M) , pour l'école Pargoud (0,22 M) ainsi que pour la cour de l'école de la Plaine de Conflans (0,1 M). Ensuite, 0,7 M d'euros seront affectés au secteur jeunesse, sports et loisirs. La culture verra la réparation du Musée d'Art et d'Histoire et des travaux au théâtre De Maistre. Enfin, 0,350 M permettront l'acquisition de l'hôtel Terminus (dans le cadre de la rénovation du quartier de la Gare) et 0,250 M sont prévus pour le renouvellement du parc automobile de la ville.

Pour Laurent Graziano, élu de la gauche, « ces prévisions sont une suite de chiffres sans vision politique claire ». Il exprime la volonté du groupe de la minorité de voir une action bien plus forte en faveur des associations et poursuit en affirmant : « Il y a un fossé entre les promesses de 2020 et les réalisations



effectives, à l'image du stade Jo Fessler où l'investissement est passé de 3 M à 1,5 M d'euros ».

Concernant la dette qui était, fin 2023, de 28,3 M d'euros, Philippe Perrier, élu de la minorité, indique qu'elle est passée de 1000 euros par habitant en 2016 à 1700 en 2024, montrant une dégradation de la situation budgétaire de la ville en dépit de la prise en charge de plusieurs compétences par l'agglomération Arlysère. Le vote du budget permettra-t-il de répondre aux questions posées lors du débat d'orientation ? Rien n'est moins sûr.

G.S.

Auvergne Rhône-Alpes

Laurent Wauquiez tel qu'en lui-même...



Dans le magazine de propagande politique « La Région Auvergne Rhône-Alpes », (de février 2024), son président Laurent Wauquiez fait sans honte sa propre promotion.

Dans son éditorial « Nous devons être fiers de notre agriculture », il constate que le monde agricole est en crise. Mais c'est pour

en appeler au mortifère « *laisser-faire* ». Il écrit : « *J'ai mis en garde contre la folie normative* ». Or, c'est lorsque cette « *folie normative* » a été snobée par l'industrie alimentaire que des enfants ont été victimes d'intoxications alimentaires, parfois mortelles, mais « *libérées* » de toute norme ! La démagogie de Laurent Wauquiez est inacceptable.

Il dénonce « *une approche parisienne* » des questions agricoles, ce qui est une excellente manière de ne dénoncer ni le productivisme, ni le capitalisme qui va avec. Là encore, sa démagogie est scandaleuse.

Il continue en écrivant : « *Nous avons la chance d'avoir une agriculture familiale qui repose sur ses terroirs, respectueuse de l'environnement* ». Mais c'est justement cette agriculture que les amis FNSEA de Laurent Wauquiez cassent, en favorisant une agriculture dévoreuse d'hectares qui utilise des pesticides dangereux et refuse de se remettre en cause. Démagogue un jour, démagogue toujours !

Laurent Wauquiez conclut son lamentable éditorial d'une façon infantilisante en affirmant que les agriculteurs ne songent qu'à nourrir les Français. C'est vrai de l'immense majorité d'entre eux, mais sûrement pas du secrétaire national de la FNSEA qui est un véritable patron regardant le taux de profit de ses activités avant toute chose. C'est forcément un bon copain de Laurent

Stations de ski

Alexandre Maulin répond à la Cour des comptes, et oublie l'essentiel.

Alexandre Maulin, le président du « syndicat » Domaines skiabiles de France (*qui rassemble les stations de ski*), n'a pas apprécié le rapport (*un brin « vitriolé »*) de la Cour des comptes sur l'avenir des stations de ski. Il s'est donc adressé à Pierre Moscovici, le président de la Cour des comptes, pour dénoncer ce qu'il estime être des inexactitudes dans le rapport.

Les arguments d'Alexandre Maulin.

Si, parlant des stations de ski, la Cour des comptes pointait « *un modèle économique qui s'essouffle, durablement affecté par le changement climatique* », Alexandre Maulin estime, sans recourir à l'euphorie, qu'il ne faut pas noircir le tableau. Il dénonce « *une appréciation indifférenciée de la situation des stations face au climat* », rappelant que les 59 plus grandes concentrent 80% de la fréquentation nationale.

Il affirme qu'elles devraient survivre au-delà de 2050 grâce à la neige de culture (*les canons à neige*). Pour la Savoie, les prélèvements en eau nécessaire aux canons seraient inférieurs à 0,1% des prélèvements totaux du département, une eau restituée à 90% en automne. Notons que le même argument (*faible prélèvement en eau*) est servi pour les piscines des villas et pour les terrains de golf.

Savoie

initiatives et prises de position pour Gaza.

Le drapeau palestinien a flotté sur les sommets.

500 personnes ont répondu à l'appel d'un Savoyard de brandir un drapeau palestinien sur les sommets des montagnes françaises. Les couleurs palestiniennes ont ainsi été symboliquement hissées sur 101 sommets, des Alpes au Massif Central, « *en passant par le Sud, le Jura, les Vosges et la Bretagne* ». Une belle initiative.

Le Conseil municipal de Cognin prend un vœu unanime pour le retour de la paix au Proche-Orient.

Le Conseil municipal de Cognin a pris un vœu unanime dont voici l'essentiel : « *Rien ne saurait justifier les attaques terroristes conduites par le Hamas. (Mais) Rien n'autorise le massacre aveugle des Palestiniens de Gaza qui dure depuis 5 mois et qui est devenu un génocide, au mépris du droit international, avec plus de 30 000 morts, sans compter les morts dus à la famine organisée.*

Enfin, Alexandre Maulin fait remarquer qu'il ne faut pas mettre dans le même sac les stations de faible altitude et les stations de haute altitude, l'enneigement y étant très différent, ce qui est exact. Il précise que « *le chiffre national des domaines skiabiles est toujours en croissance* », ce qui n'est pas contestable. Mais il faut nuancer la réalité : la clientèle française baisse, et la clientèle étrangère augmente, venant parfois de loin, avec un bilan carbone conséquent. Sans parler des ballets d'hélicoptères, les week-ends de vacances, au-dessus de la Tarentaise.

Les oublis d'Alexandre.

Il est évident que le rapport de la Cour des comptes manquait de nuances. Mais l'idée de toujours de Domaines skiabiles de France d'un développement continu est totalement dépassée. Continuer à construire de l'immobilier touristique dans les stations est de la folie. Il suffit de prendre l'autoroute Chambéry Albertville, puis la 2X2 voies Albertville Moûtiers, les vendredis, samedis et dimanches des vacances de février pour s'en rendre compte !

Redisons-le, les questions d'eau, d'assainissement, d'accès et de pollutions vont devenir insurmontables, et bien avant 2050, à cause de la poursuite des constructions. On peut même se demander, et des chercheurs en parlent désormais, s'il ne faut pas envisager des déconstructions. Ce sont des problèmes qu'Alexandre Maulin ignore.



Face à cette tragédie, des négociations sont conduites au Caire (...) Israël ne participe pas aux pourparlers.

Le Conseil municipal exprime le vœu que le gouvernement français pèse de tout son poids pour le déblocage des visas expirés du personnel de l'ONU et des ONG, pour l'arrêt des combats permettant l'acheminement aux 2 millions d'habitants de Gaza de l'aide alimentaire et médicale, pour œuvrer à un retour durable de la paix au Proche-Orient qui passe par la reconnaissance de l'Etat palestinien et sa coexistence avec l'Etat d'Israël ».

Végétaliation des surfaces

A Albertville, des cours de récréation modifiées.

Jusqu'à présent, les cours de récréation des écoles, collèges et lycées étaient souvent de grandes surfaces asphaltées où les élèves pouvaient courir et s'amuser. La question du changement climatique est venue modifier les mentalités et la végétalisation des cours de récréation est désormais à l'ordre du jour. Il s'agit de lutter contre les îlots de chaleur et de rendre plus « absorbable » le sol en cas de pluie intense.

Ainsi, à Albertville, les écoles Pargoud et Pasteur ont des arbres fruitiers et un jardin potager. Mais la végétalisation peut poser question. Ainsi, dans l'école Pasteur, les enseignants ont constaté qu'elle réduisait la superficie de la cour, la partie plantée étant d'ailleurs clôturée. « *Dommage que les élèves ne puissent pas y aller en autonomie. Il ne faudrait pas créer un jardin des interdits* ». Des questions nouvelles sont à travailler.

A Chambéry, 10 cours d'école ont déjà été rénovées.

A Chambéry, les écoles maternelles de Bellevue, de Pasteur et du stade, les écoles primaires du Biollay, de Chambéry-le-vieux, de Chantemerle, du Pré de l'Âne, de Madeleine Rebérioux, du Mollard et du stade ont été rénovées.

Ainsi, la cour de l'école primaire du stade présente un nouveau visage, avec la plantation d'arbres supplémentaires pour « *rafraîchir l'environnement durant les fortes chaleurs estivales* ». Les tilleuls de la maternelle ont été préservés, et libérés du goudron qui les étouffait. La nécessité d'aérer les cours semble faire consensus. Il faudra évidemment voir à l'usage, mais le retour en arrière semble fort improbable.

A Moûtiers, Provencia devrait s'entourer de végétal.

Les grandes surfaces changent souvent de nom. A Moûtiers, si on a bien compris, Carrefour Market serait de nouveau Provencia. Son grand parking n'est plus recouvert pour le moment, mais la direction du site envisage des modifications non négligeables pour améliorer les choses.

Dès le mois d'avril, des espaces verts devraient voir le jour (*avec de petits arbres à l'entrée du magasin et de la végétation tout au long de la rue des Tilleuls*), des panneaux photovoltaïques devraient être placés sur l'extension de la nouvelle galerie, et une couverture est envisagée, mais en prenant en compte, entre autres, les risques de prise au vent. C'est un investissement important pour une grande surface qui emploie environ 80 personnes, ce qui n'est pas rien. Selon son directeur, ces changements devraient être finalisés d'ici quelques mois.

Sauver l'environnement exige aussi des mesures radicales.

La végétalisation des espaces prouve une prise en compte de la nécessité de préserver l'environnement. Les communistes s'en félicitent, tout en sachant que le capitalisme n'est pas compatible avec la défense de la planète. Ils proposent de sortir des énergies fossiles au travers d'un mix énergétique comportant des énergies renouvelables et du nucléaire. Mais cette proposition ne prendra tout son sens qu'en créant un grand service public de l'énergie contrôlé par les salariés et les citoyens. Ils proposent d'investir « *6% du PIB dans la transition énergétique* » en prenant l'argent nécessaires sur les profits des entreprises du CAC 40. Ce sont des propositions de lutte portées par la liste conduite par Léon Deffontaines aux élections européennes.

Les brèves

Les Thermes de La Léchère sont une société d'économie mixte à conseil d'administration. Des élus municipaux en sont, l'un d'eux assure la présidence. En difficulté financière, les Thermes manquent de personnels et de matériel. Du coup, des responsables municipaux libéraux envisagent le passage des Thermes en délégation de service public. Les conséquences en sont connues : pour assurer leurs bénéficiaires, les futurs investisseurs diminueront encore le nombre des salariés. A déconseiller fortement.

Pour Emilie Bonnard, il faut que cesse « *le délirium collectif des directives européennes transposées en droit français avec une macronie complice* ». Que veut-elle dire ? Veut-elle supprimer les directives qui protègent les salariés et la nature de la toute-puissance des patrons et de la pression de la concurrence mondiale ? Au PCF, au contraire, on trouve qu'il en manque, des directives, en particulier des sociales, comme un Smic européen, et que, ce qui ne va pas, dans l'Europe, c'est le dogme libéral qui nous conduit dans l'impasse.

En Maurienne, le projet de rénovation du télésiège de la Fournache, à Aussois, fait débat. « *Vivre et agir en Maurienne* » et « *France nature environnement* » sont contre, mais un rassemblement assez fourni de partisans du projet à Aussois, les a amenés à souhaiter le dialogue. S'estimant injuriés (« *Nous ne sommes ni des Khmers verts, ni des extrémistes anti-ski* »), outrés de voir Emilie Bonnard proposer une loi pour snober les décisions de justice, les écologistes disent aux défenseurs du projet : « *Ecoutez-nous, venez parler avec nous* ». Pas dit que le « *écoutez-nous* » quand même un brin donneur d'ordres, soit apprécié... Mais proposer enfin le dialogue n'est pas négatif.

Emploi, chômage, intérim, décryptons ce qui en est dit.

L'interview du directeur de France Travail, et ce qu'elle recouvre.

France Travail a remplacé Pôle Emploi, mais n'a pas amélioré la réalité. Ainsi, à Chambéry, on a fermé tous les accueils au public, sauf un ! Et ce n'est pas France Travail qui va les rouvrir.

Pour le directeur général de France Travail, Thibaut Guilluy, interviewé par le Dauphiné libéré, France Travail veut « *connaître les personnes, car chacun a ses besoins, sa situation et ses aspirations propres* ». France Travail veut dépasser la complexité du système, « *en partageant les outils numériques, les lieux et les connaissances pour les demandeurs d'emploi et pour les entreprises* ». On ne voit pas en quoi Pôle Emploi n'aurait pas pu le faire, à la condition de le doter du personnel nécessaire ! Le directeur général de France Travail livre le but du truc : expérimenter « *du RSA sous condition* » et donner « *des formations cousues main et adaptées aux besoins de l'entreprise* ».

C'est du Macron pur sucre. Pour lui, les chômeurs ne font pas d'efforts pour retrouver du travail, il faut les booster avec le « *RSA sous condition* ». Et ensuite il faudra qu'ils acceptent ce qu'on leur offre, même si c'est lamentable, selon les exigences immédiates du patronat.

Le « *CDI intérimaire* » de Synergie en Maurienne.

A St Jean de Maurienne, l'agence d'intérim Synergie annonce lancer « *une nouvelle forme de contrat de travail : le CDI intérimaire* ». Est-ce vraiment une innovation, ou est-ce une opération de communication ? On a tenté de savoir.

D'après Synergie, « *ce contrat offre la sécurité d'un contrat à durée indéterminée et la flexibilité de l'intérim* ». Serait-ce le Graal de l'emploi ? Les intérimaires peuvent « *choisir de travailler uniquement avec Synergie pour effectuer des missions au sein de plusieurs entreprises, avec la garantie d'un salaire mensuel minimum* ». Les périodes sans missions gardent congés payés et formations. Le contrat à temps complet est rémunéré au niveau du Smic.

Sans vouloir chercher continuellement « *la petite bête* », on peut quand même retrouver dans la proposition de Synergie le risque de surexploitation pour un salaire minimal. Mais qu'en est-il de l'intérim « *officiel* » ?

L'agence Synergie aurait-elle inventé l'eau chaude ?

Sur le site « *travail-emploi.gouv.fr* » on trouve tous les éléments légaux sur le travail temporaire. On y lit que « *un contrat de travail à durée indéterminée (CDI) peut être conclu entre un salarié temporaire et l'entreprise de travail temporaire pour la réalisation de missions successives* » ! On y lit également que « *la conclusion d'un CDI intérimaire se traduit par la mise à disposition d'un salarié temporaire auprès d'entreprises utilisatrices pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire dénommée mission* » ! On y lit enfin que « *le CDI ainsi conclu comporte des périodes de missions et peut prévoir des périodes sans missions assimilées à du temps de travail effectif pour la détermination des droits à congés payés et pour l'ancienneté* ». Bref, on y lit que Synergie n'a rien inventé et que sa page d'interview dans le Dauphiné libéré n'est qu'une page de com' dont on ne comprend pas bien l'utilité.

Et si on privilégiait L'Humain ?



France Travail et Synergie s'inscrivent dans le cadre de l'économie libérale. Or, on note à la fois le développement du « *halo du chômage* », des radiations qui laissent des centaines de milliers de personnes hors des statistiques, et à la fois de graves pénuries d'emplois dans des secteurs stratégiques pour notre pays. Ce n'est donc pas du développement de l'intérim dont nous avons besoin, mais de personnels bien formés au savoir-faire maîtrisé, et bien rémunérés en CDI. Il faut sécuriser les parcours professionnels. L'Humain d'abord !

Il faut d'ailleurs donner à toutes et à tous, de l'école primaire au lycée, une grande formation générale, un socle nécessaire pour affronter plus facilement les changements d'emplois qui parsèment une vie. Avec le « *chocs des savoirs* », l'Education nationale impose la création de groupes de niveau dans lesquels les élèves en difficulté le resteront. C'est l'inverse de ce qu'il faut faire.

Enfin, le PCF propose la réalisation d'une véritable sécurité emploi et formation éliminant le chômage. A ce moment-là, France Travail et Synergie n'auront plus beaucoup d'utilité.

Rugby. Les Gaulois ont fait la loi contre les Gallois. Quelques nouveaux talentueux comme Le Garrec et Meafou ont dynamisé le XV de France, accroché en 1^{ère} mi-temps puis libéré par la suite. Les « Princes de Galles » devront se battre comme des lions pour une place d'honneur, face à nos meilleurs concurrents anglais dans la capitale des Gaules.

Rugby à 7 : Dupont arrive à l'or pour la victoire du 7 tricolore à Los Angeles. On rêve de voir Dupont d'or à l'apogée de la compétition pour décrocher le pompon aux J.O. de Paris.

En nationale, le SOChambéry a réjoui un nombreux public (5000 spectateurs) lors du derby contre Bourgoin. Le Soc a retrouvé le goût de l'offensive en marquant six essais, suite à un lever de rideau gagné par les jeunes (Crabos) contre Béziers. La relève est nécessaire dans le sillage du centre Reymond issu de la filière savoyarde de formation, notamment à Montmélian qui poursuit sa chevauchée victorieuse en F2.

Biathlon. En Norvège, le relais mixte tricolore a coupé la route de l'or aux Scandinaves. Bien lancés par Julia Simon et Sophie Chauveau, vachement à l'aise, Fabien Claude et Quentin Fillon-Maillet ont été de superbes finisseurs pour une magnifique victoire. Dans l'étape américaine, la France a débuté avec le sprint victorieux de Justine Braisaz-Bouchet et continué avec le succès de Lou Jeanmonnot en poursuite. L'Equipe pouvait écrire : « Entre ici, Jeanmonnot », car la Jurassienne a pris place parmi les stars du biathlon féminin. De plus, on a noté le réveil des biathlètes masculins. Grâce à un beau doublé Perrot, Jacquelin, le compte est bon pour la France, agrémenté d'un podium de Jacquelin lors de la poursuite. Pour l'ultime compétition, les Françaises et les Français sont décidés à casser la cabane au Canada.

Ski de fond. La carrière de Magnificat, Maurice le magnifique, meilleur palmarès du ski de fond français, s'est achevée en Norvège. Par ailleurs, Chanavat a obtenu une nouvelle médaille d'argent en sprint. Il n'y a plus que Klaebo devant lui. Donc, Chanavat, bien !

Hockey sur glace. Les Eléphants de Chambéry ont gagné leur place pour la lutte finale de division 1. On sait quand ils affronteront Caen dans leur camp, pour un quart de finale : le 20 mars prochain (la qualification se jouera au meilleur des 5 matchs). En D 2, les Bouquetins de Méribel-Courchevel-Pralognan disputeront également les quarts de finale face à Roanne dont l'équipe possède sans doute de nombreuses étoiles comme le restaurant Troigros.

Handball. Entre Granier et Nivolet, le ciel du hand savoyard s'est obscurci. Sombre jour pour les Chambériens qui ont connu une panne de courant au Phare face à Chartres qui ne brille pas seulement par les vitraux de sa cathédrale. Les Chambériens ont réagi et failli gagner leur pari : vaincre le PSG chez lui.

Football. En ligue 2, à l'amont du classement, Grenoble vient de subir la loi de Laval. Les joueurs et le coach V. Hognon ont déclenché les pleurs des supporters et l'entraîneur a été remercié. En Nationale 3, Chambéry SF reste sur le podium grâce à une page d'écriture victorieuse sur Vaulx en Velin.

G. Simon.

Dans le Dauphiné libéré, un lecteur revient sur le récent mouvement des paysans avec des propos pleinement justifiés. Pour une fois qu'un lecteur s'exprime sans dire des banalités, ou des propos racistes, le fait mérite d'être relevé. Ainsi, ce monsieur explique que, jusqu'à présent, il avait fait le choix d'acheter des produits français faisant confiance à leurs qualités. Avec la remise en cause des restrictions sur les produits chimiques, comme dans d'autres pays tant décriés, il n'y a plus de raisons d'acheter français, car les produits seront de même qualité (mauvaise), mais plus chers. Même si ce raisonnement peut paraître simpliste, il n'en révèle pas moins une certaine vérité.

Au cours de ce mouvement des paysans, on a surtout vu les représentants de la FNSEA et de la Coordination rurale. Deux syndicats favorables à des méthodes productivistes de l'agriculture, peu importe les moyens utilisés. Deux syndicats à ne pas confondre avec l'ensemble du monde agricole qui, d'une manière générale, est respectueux de l'environnement et passe des heures de travail à faire des produits sains.

La grande contradiction étant qu'une grande majorité d'entre eux vote pour des syndicats allant à l'encontre de leurs intérêts et d'une agriculture raisonnée sans produits chimiques dont ils sont les premières victimes.

On a beaucoup parlé des normes imposées par l'Europe mais aussi par le gouvernement français. S'il est évident que la bureaucratie est un fléau qui atteint aussi le monde rural, l'essentiel reste quand même les revenus paysans.

Alors que 10% des paysans les plus pauvres ont un revenu mensuel d'environ 816 €, par contre, 10% des plus aisés touchent 4 000 euros par mois. Sans compter les sociétés agricoles financiarisées qui possèdent déjà 14% de la surface agricole de notre pays.

Les effets pervers du capitalisme se retrouvent aussi dans le monde agricole. Il a beaucoup été question de la PAC (politique agricole commune au niveau européen) au cours de ce mouvement social. Et, sans vergogne, le RN a soutenu les critiques des paysans sur cet aspect, alors que les députés européens RN, Jordan Bardella le premier, ont tous voté pour cette PAC qui aide d'abord les grands fermiers au détriment des petites exploitations agricoles.

Le 9 juin prochain il serait peut-être temps de choisir le bon bulletin de vote.

Yves Grandjean